

## **INTERVENTION Claude MAS pour l'U.L CGT D'ARLES LE 15 octobre 2013**

Il est urgent de rompre en France comme en Europe avec les politiques d'austérité qui profitent toujours aux mêmes au détriment de notre économie et de notre quotidien.

Nous avons besoin d'emplois de qualité dans le public, dans le privé, d'une vraie stratégie industrielle, de salaires décents à commencer par le Smic, de rémunérations des qualifications, d'un financement adéquat de notre système de retraites par répartition et de la sécurité sociale.

Nous réaffirmons que la protection sociale ne se marchande pas.

La création du salaire socialisé a fait l'objet depuis plus d'un siècle de luttes tenaces.

L'ordonnance de 1945 qui crée la Sécurité Sociale en a été une étape décisive.

Pour la CGT, il est utile de réaffirmer que la protection sociale n'est pas une marchandise, et qu'aucun bénéfice ne peut être tiré de la satisfaction des besoins sociaux.

C'est pour défendre cette grande conquête sociale que nous sommes à nouveau rassemblés aujourd'hui.

Le débat sur le projet de loi gouvernemental garantissant, je cite : « l'avenir et la justice du système des retraites » a commencé. Il n'est pas le fleuve tranquille qu'espérait le gouvernement.

L'article 4 de la proposition de loi qui reporte du 1<sup>er</sup> avril au 1<sup>er</sup> octobre la revalorisation annuelle des pensions a été rejeté par les députés la semaine dernière.

Cela va permettre à 15 millions de retraités de ne pas perdre 6 mois dans la revalorisation, un rappel en 2009 celle-ci avait lieu en janvier de chaque année.

Un rappel, 20 c'est le pourcentage de baisse des pensions de retraites du privé avec la réforme Balladur de 2003 avec l'allongement de durée des cotisations.

La CGT redit avec force que ce projet ne revient pas sur les régressions provoquées par les lois Balladur-Fillon-Sarkozy et que c'est son incurable défaut.

Si le principe de la répartition est réaffirmé ce qui est très bien, le diable est dans les mesures préconisées.

- Oui on parle de la pénibilité mais pour mettre en place la pénibilité à points.(comme le permis à points ?) Les salariés assujettis au travail pénible feront le compte !
- oui on parle des stagiaires et des années d'études, mais la proposition entérine le stage non payé comme obligation pour entrer dans la vie active au lieu de mettre fin à cette forme d'esclavage, les années d'études doivent être rachetées à un prix qui reste inaccessible au débutant, vu les salaires d'embauche de la plupart
- oui il est évoqué la discrimination des femmes, oui il est question des femmes d'agriculteurs, des aidants familiaux, des handicapés.... mais...

- Les recettes sont assises sur l'augmentation des cotisations, nous avons dit que nous n'étions pas contre dans le principe, mais il faut revenir sur toutes les exonérations de cotisation, celles dont bénéficie le patronat et revenir sur l'assiette des cotisations,

- Et aussi nous sommes résolument contre le principe affirmé, je cite, « la durée de cotisation devient le socle de notre système » c'est un piège contre la retraite à 60 ans. Un rappel s'impose les chiffres de la durée de vie au travail est d'environ 36 ans actuellement, entre les périodes de chômage et l'allongement des études. Alors 43 ans.....

Inquiétude-amertume-colère ne cessent de grandir dans le monde du travail.

Pendant que le gouvernement abdique chaque jour d'avantage, le patronat lui en réclame d'avantage.

L'objectif, faire de nous des pions du marché 24H sur 24 ! D'où le bras de fer sur le travail du dimanche ou l'allongement de la durée de cotisation.

Le patron du Medef a pour sa part promis de réduire de moitié le code du travail d'ici 2020.

D'ailleurs ne veulent-ils pas s'attaquer aussi, au temps de travail. Le temps de travail est un enjeu central du rapport de forces entre les classes sociales, car fondamentalement contraire aux intérêts patronaux.

Une directive européenne autorise jusqu'à 12H de travail par jour, soit la législation française de ...1848 !

Et c'est en 2013, à Arles que la Direction de l'Hôpital s'attaque à l'accord ARTT de 2002 des agents hospitaliers, comme variable d'ajustement d'un soi-disant déficit budgétaire imposé par le gendarme hospitalier qu'est l'Agence Régionale de Santé.

Les agents des services de soins passeraient à des cycles de travail quotidien de 8H à des cycles de travail de 12H. Le passage en 12H c'est 30% d'effectif en moins !

Le 4 octobre ils étaient plus de 300 toutes catégories confondues pour dire non au recul social, pour défendre et préserver l'être humain, les conditions de travail, contre la destruction des équipes de soins, du personnel de l'Hôpital, de leurs familles et de leurs emplois. La lutte continue !

Dans ce contexte le budget de l'état porte la marque de l'austérité, il va aggraver encore plus la situation économique. Sans parler du projet de loi de financement de la Sécurité Sociale qui porte une nouvelle fois « la maîtrise des dépenses de santé ». Évidemment l'Hôpital Public serait soumis à une diète sévère.

Pendant ce temps la richesse mondiale a doublé depuis 2000.

46% du patrimoine mondial est détenu par 1% des ménages.

Pendant ce temps en Mer Méditerranée des êtres humains, femmes, enfants, hommes, jeunes, vieux sont tués par les choix économiques des dirigeants des

pays riches. Intolérable, inhumain, inacceptable : relevons le défi de la construction d'une société au niveau du monde respectueuse de tous.

Il nous faut porter un coup d'arrêt à cette politique néfaste et combattre :

- La nouvelle réforme injuste des retraites ;
- La baisse et la disparition de certaines prestations familiales ;
- Le démantèlement de notre sécurité sociale et de notre système de santé ;
- La casse de notre industrie, poumon de notre département ;
- Les attaques portées à nos services publics ;
- Les dérèglementations du code du travail (accord de compétitivité, travail du dimanche...).

La CGT veut construire, agir avec les salariés pour des conquêtes au plus près des réalités de travail. Avec la CGT ceux de Transgourmet, de EPC France (Ex Nitro), de l'Hôpital, de la Poste, les Cheminots et bien d'autres construisent des actions collectives pour se défendre, pour défendre l'emploi, pour gagner des droits, pour enrayer la casse du service public.

Il est nécessaire, urgent d'amplifier la mobilisation pour nos salaires, nos emplois, notre protection sociale et notre retraite.

Le processus de mobilisation unitaire proposé par la CGT est seul à même d'ouvrir des perspectives de mobilisation pour les salariés, les retraités et les privés d'emplois.

De la participation de chacune, de chacun dépend sa force, et de celle-ci la possibilité de gagner.

La CGT combat le désespoir social, qui fait le bonheur des forces d'extrême droite !

La CGT a pris, prend et prendra toutes ses responsabilités pour combattre les idées du FN qui cultive la haine et l'exclusion, qui porte un programme d'extrême droite. Nous n'arrêterons pas de le dire et de l'expliquer aux salariés, aux retraités et aux privés d'emplois.

Nous n'acceptons pas les stigmatisations, nous les combattons et nous ne lâcherons rien !

Les effets néfastes des stratégies patronales relayées par les plans d'austérité décidés par les gouvernements ne sont plus à vous expliquer. Ils conduisent des salariés à ne plus admettre de vivre de plus en plus mal DANS et DE son travail et d'avoir de moins en moins de projection possible sur leur avenir.

Alors oui, revendiquer pour nos emplois, nos salaires, le service public en réponse aux besoins sociaux et le développement de l'emploi industriel, c'est défendre notre protection sociale et nos retraites.

Alors oui, la mobilisation plus forte, plus soutenue, plus tenace est nécessaire, impérative même.

La CGT vous y invite.

Oui d'autres choix sont possibles, ensemble changeons la donne !